



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

À VÉRIFIER À L'AUDITION

**Réunion annuelle conjointe de
la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA
et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du
développement économique de la CEA**

**Allocution liminaire de M. Abdoulie Janneh
Secrétaire général adjoint de l'ONU et
Secrétaire exécutif de la CEA**

**Addis-Abeba
31 mars 2008**

Messieurs les co-Présidents,

Excellence, Monsieur Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie,

Excellence, Monsieur Jakaya Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie,

Excellence, Monsieur Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union africaine,

Excellence, Monsieur Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement,

Mesdames et Messieurs les Ministres et Gouverneurs des banques centrales,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un privilège et un honneur de vous accueillir au Centre de conférences des Nations Unies pour la cérémonie d'ouverture de la première Réunion ministérielle conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique, qui marque également la commémoration du 50^e anniversaire de la CEA.

Laissez-moi d'abord vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, d'avoir bien voulu à nouveau nous honorer de votre présence. Vous êtes toujours une source d'inspiration pour nous en raison de la clarté de votre vision et de votre conviction que l'Afrique doit prendre le contrôle de son propre programme de développement. Le Gouvernement et le peuple éthiopiens ont toujours fait preuve de la plus grande amabilité et générosité envers la CEA au cours des 50 dernières années et je veux saisir cette occasion pour leur exprimer, par votre intermédiaire, notre gratitude la plus sincère pour l'hospitalité dont nous bénéficions depuis toujours.

Je voudrais aussi remercier chaleureusement le Président Kiwete, qui a fait un effort spécial pour se joindre à nous malgré son programme surchargé. Vous incarnez les valeurs de transparence, de responsabilisation et de soutien des institutions démocratiques, valeurs que l'Afrique doit épouser pour réussir au XXI^e siècle et je suis sûr que vous excellerez au poste de Président de l'Union africaine.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier S.E. le Ministre Sufian Ahmed, de l'Éthiopie, Président du Bureau de la Conférence des ministres de la CEA et ses collègues qui se sont acquittés de leur mission avec une extrême compétence et diligence. Je tiens également à féliciter le Président de la

Conférence des ministres de l'économie et des finances (CAMEF) de l'Union africaine et le reste du Bureau pour l'exécution fructueuse de leur mandat.

Nous avons également la plus sincère gratitude à votre égard, Mesdames et Messieurs les ministres, les gouverneurs des banques centrales, les chefs des institutions panafricaines et des communautés économiques régionales ici présents aujourd'hui. Pour accompagner votre débat et insister sur l'importance de cette réunion, nous comptons parmi nous plusieurs personnalités éminentes et une délégation importante de chefs de secrétariat des institutions spécialisées des Nations Unies. Je souhaite également la bienvenue à nos partenaires de développement, aux organisations de la société civile et aux membres de la presse à cette réunion.

Comme vous le savez, cette réunion est très spéciale. C'est la première fois que vous tenez une réunion conjointe sous l'égide de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique, ce qui, en plus de réduire le nombre de réunions annuelles auxquelles vous devez participer, permettra une plus grande coordination des politiques régionales. Vous réunir à cette occasion vous permettra également de tenir des consultations et d'adopter des positions communes avant d'autres grandes manifestations comme la Réunion de printemps des institutions de Bretton Woods, la réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement et le Sommet du G-8.

Bien que 50 ans d'existence soient déjà en soi un événement digne d'être célébré, dans le cas de la CEA j'estime que nous célébrons des résultats solides. Au cours des 50 dernières années, la CEA a su être à la hauteur de son mandat de promotion du développement économique et social de l'Afrique et elle a été à l'origine d'idées durables pour étayer le développement du continent par sa recherche, ses activités de plaidoyer, la coopération technique et la recherche de consensus. La tradition dont la CEA est le plus fière est l'indépendance de sa réflexion, qui a enrichi les orientations préconisées au fil des ans. Il est indéniable que de nombreuses idées plaidées ici-même au cours du demi-siècle écoulé sont devenues partie intégrante du courant de pensée dominant, mais on oublie souvent le rôle que nous jouons pour les vulgariser.

Nous avons également facilité la création d'institutions telles que la Banque africaine de développement, les communautés économiques régionales et les centres régionaux d'excellence; nous

mettons en place des capacités régionales pour les négociations commerciales, les statistiques et les technologies de l'information et de la communication; nous avons élaboré des outils utiles en matière d'élaboration des politiques tels que l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) et l'outil d'analyse dénommé «Cartographie des OMD» et nous continuons d'apporter un appui technique aux initiatives africaines comme le NEPAD et le Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

Alors que nous faisons le bilan de 50 ans de politiques de développement sur le continent, nous devons aborder des problèmes tels que la croissance et l'emploi, ainsi que l'instauration d'États compétents. En outre, nous devons faire face à des problèmes de nature mondiale comme le VIH/sida, qui ravage notre base de compétences déjà fragile, et le changement climatique qui détériore des écosystèmes délicats et se répercute sur les modes de subsistance de millions de pauvres. Des solutions urgentes sont également nécessaires pour faire face à l'augmentation des prix des produits alimentaires et du pétrole, qui sont à la source de tensions sociales dans plusieurs pays africains et dans toute la planète. C'est pour cela que la réunion a pour thème : *Relever les nouveaux défis de l'Afrique au XXI^e siècle*.

Alors que vous délibérerez sur ces problèmes, je vous invite à garder à l'esprit de certains des grands messages issus des activités de la CEA au fil des ans. Il s'agit notamment de la nécessité d'une unité régionale pour relever des défis communs, de l'impératif de la diversification économique, de la maîtrise par l'Afrique de son programme de développement et de l'importance du juste équilibre dans les politiques et stratégies de développement.

L'importance de l'unité africaine face aux défis régionaux et mondiaux à relever a été évoquée dès la première réunion de la Commission en 1958 et se voit encore dans le programme d'intégration régionale du continent. Nous ne devons donc plus réfléchir aux questions de croissance et de développement exclusivement en termes nationaux. Par exemple, l'Afrique doit diversifier ses produits et la structure de ses échanges commerciaux si elle veut maintenir et accroître son taux de croissance, qui est actuellement de 5,8%, et créer les emplois dont nos populations ont tant besoin. Le commerce intra-africain est toutefois très limité et des obstacles considérables entravent encore les transactions économiques entre nos économies peu développées et fragmentées.

Nous avons prôné sans relâche l'appropriation par l'Afrique de son programme de développement, un rêve qui s'est matérialisé à travers le Plan d'action de Lagos et qui inspire aujourd'hui le NEPAD. Si la teneur de ces textes historiques diffère, le message demeure cependant le même. Le développement de l'Afrique doit être sous-tendu par une croissance qui entraînerait dans son sillage l'équité et la justice sociale, la réduction de la pauvreté, une multiplication des opportunités offertes aux femmes et la promesse d'un meilleur avenir pour nos enfants. Nous devons dans cette perspective édifier des États compétents qui feraient de l'appropriation et de la participation populaire leurs priorités et seraient en mesure de mobiliser les ressources de la société pour la réalisation des buts et aspirations communs.

Un enseignement de taille tiré des politiques de développement est qu'il importe d'assurer un juste équilibre entre les différentes stratégies et approches. L'opinion partagée qu'il est nécessaire de concilier au mieux l'État et les marchés prend aujourd'hui le pas sur les vifs débats idéologiques du passé. Il importe également que la même façon de raisonner inspire les réponses aux défis à court terme et les impératifs du développement à long terme. C'est ainsi que la CEA a, dès le tout début de la crise de la dette, soutenu qu'il fallait contrebalancer les dangers que cette crise faisait planer sur le plan moral en favorisant les investissements et la reprise de la croissance. Le monde est aujourd'hui confronté à une hausse des prix des denrées alimentaires et des cours du brut, qui constitue une aubaine pour les producteurs, mais pour laquelle les consommateurs sont en train de payer le prix fort. L'enjeu aujourd'hui est donc de savoir comment faire en sorte que les prix de ces denrées de base soient abordables sans pour autant empêcher que les prix ne jouent leur rôle d'indicateur de l'accroissement de la production.

Permettez-moi maintenant d'évoquer les activités en cours au sein de la Commission. Nous continuons d'accomplir des progrès dans la mise en œuvre de notre nouvelle orientation stratégique et de notre Plan d'activités, en particulier dans les domaines suivants: l'environnement, les finances, la parité entre les sexes, la gouvernance, les technologies de l'information et de la communication, les ressources naturelles, l'intégration régionale, la science et la technologie, les statistiques, le commerce et les OMD en général. La présente réunion illustre le solide partenariat que nous forçons avec l'Union africaine, et nos deux institutions continuent de consolider leurs rapports avec la Banque africaine de développement. La CEA continue d'appuyer directement le secrétariat du NEPAD et le processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine et nos bureaux sous-régionaux utilisent les ressources supplémentaires mises à leur

disposition, à titre exceptionnel, par l'Assemblée générale des Nations Unies pour ancrer leurs activités opérationnelles dans leurs communautés économiques régionales respectives.

Il plaira également à cette auguste assemblée de savoir que la CEA met en place des capacités opérationnelles robustes dans les secteurs clés. Le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC), créé avec l'appui du Gouvernement canadien, a été présenté par nul autre que le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce comme un fleuron mondial. Autre centre florissant, le Centre africain pour la statistique (CAS) qui, grâce à vous, est aujourd'hui un programme à part entière de la CEA. Nous sommes également en train d'établir un Centre africain pour la politique en matière de climat, qui devrait être le bras opérationnel du programme ClimDev-Afrique exécuté en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres partenaires. Il s'agit là d'une entreprise menée conjointement avec l'Institut de l'énergie et des ressources de l'Inde (TERI), dont le Directeur est M. Rajendra Pachauri, lauréat du Prix Nobel de la paix 2007, qui prendra la parole devant vous cet après-midi. La cérémonie de conclusion du Mémoire d'accord entre la CEA et le Centre se déroulera aujourd'hui.

Il vous plaira aussi de savoir que l'initiative de gestion des connaissances de la CEA progresse de façon très satisfaisante. Le cadre qui la sous-tend est opérationnel et sera intégré dans un plus vaste réseau informatique et technologique reliant la CEA et ses bureaux sous-régionaux, au réseau de l'Union africaine et aux communautés économiques régionales. Toutes ces initiatives clés figurent dans le Plan d'activités de la CEA, que nos États membres et partenaires doivent continuer de promouvoir et d'appuyer avec vigueur. J'ose espérer que nous recevrons une marque de votre soutien constant lors de cette réunion.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Vous vous souviendrez que la CEA et la Banque africaine de développement avaient été chargées de mettre en place un mécanisme pour remplacer la Coalition mondiale pour l'Afrique et nous espérons pouvoir le faire en constituant une coalition pour le dialogue sur l'Afrique au cours des prochains mois. D'ici là, le sixième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VI) qui se tiendra plus tard dans

l'année, portera sur les questions de parité en vue d'un examen des progrès réalisés depuis ADFI qui était déjà consacré au même thème. Nous comptons sur votre appui pour garantir la réussite de ces activités.

Nous avons parlé du passé et du présent, il nous faut aussi réfléchir à l'avenir. Notre réunion se tient à un moment caractérisé par les aléas de la conjoncture économique mondiale et c'est pourquoi il est doublement urgent de se pencher sur les perspectives qui se dessinent pour l'Afrique. Elle est en effet révolue, l'époque où presque tout le discours sur le développement portait sur les perspectives offertes à l'Afrique. Nous à la CEA, qui célébrons le cinquantième de la Commission, estimons que l'Afrique doit marquer une pause et se demander si le développement de notre continent est sur la bonne trajectoire, alors même que nous examinons aussi le rôle futur de l'Afrique dans l'économie mondiale.

En d'autres termes, la croissance positive de l'Afrique est-elle un progrès à court terme ou une tendance à long terme? Sommes-nous prêts à faire en sorte que ce siècle soit celui de l'Afrique? Quel devrait être le visage de l'Afrique au cours des 50 prochaines années? Est-ce que nous mobilisons suffisamment de ressources au niveau régional pour faire face aux priorités du développement de l'Afrique? Autant de questions que nous devons nous poser au fur et à mesure que nous allons de l'avant et c'est pourquoi la CEA envisage de donner l'occasion aux intellectuels et groupes de réflexion africains d'aborder, au cours de nos célébrations de cette année, ces questions avec sérieux.

En tant que principal forum pour le développement de l'Afrique, cette conférence conjointe a l'opportunité unique de se pencher sur les défis auxquels le continent est confronté et d'offrir des solutions durables. Nous devons continuer à mettre les jalons en place, un à un, pour que, dans 50 ans, l'histoire de l'Afrique ne soit pas marquée par la marginalisation mais plutôt par la solidité et la diversification de son économie, étayée par des infrastructures hors pair et des institutions dotées d'effectifs hautement qualifiés et employés à bon escient, et vivant en paix.

Permettez-moi, en conclusion, de dire que nous sommes profondément honorés de la présence ici aujourd'hui de S.E.M. Jakaya Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie et Président de l'Union africaine et de S.E.M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Président des chefs d'État et de gouvernement du Comité de mise en œuvre du NEPAD et du Mécanisme

d'évaluation intra-africaine. Votre ascendant aux niveaux national, sous-régional et continental, Excellences, suscite un fort optimisme quant aux perspectives d'avenir de l'Afrique et nous savons que nous pouvons compter sur vos conseils et votre soutien en toute occasion.

Je vous remercie de vous être joints à nous aujourd'hui et vous remercie de votre attention.